

Bulletin d'histoire politique

Les documents d'orientation des partis souverainistes : Parti Québécois, Le Québec dans un monde nouveau, Montréal, vlb éditeur, 1993, 94 p. / Bloc Québécois, Un nouveau parti pour l'étape décisive, Montréal, Fidès, 1993, 124 p.

Michel Sarra-Bournet



Volume 2, numéro 1-2, automne 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063376ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063376ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sarra-Bournet, M. (1993). Compte rendu de [Les documents d'orientation des partis souverainistes : Parti Québécois, Le Québec dans un monde nouveau, Montréal, vlb éditeur, 1993, 94 p. / Bloc Québécois, Un nouveau parti pour l'étape décisive, Montréal, Fidès, 1993, 124 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 2(1-2), 77-78. <https://doi.org/10.7202/1063376ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

constitue certes une contribution majeure à l'étude des partis politiques.

L'intérêt de l'ouvrage tient également à l'éclairage nouveau qu'il pose tant sur des événements politiques de l'histoire du Québec que sur l'évolution du Parti libéral et des autres partis politiques du Québec. Il est notamment démontré que le Parti libéral du Québec a toujours été, des deux partis principaux, le plus ouvert à des alliances avec les partis fédéraux, mais en même temps le moins ouvert à des alliances avec les autres acteurs politiques et sociaux de l'intérieur du Québec.

La science politique demeurant une science humaine d'observation, la crédibilité du modèle repose bien sûr, à priori, sur la justesse de l'interprétation que l'on fait des événements politiques. Cela dit, il reste que cet ouvrage propose une approche analytique novatrice de l'évolution des systèmes partisans ainsi qu'une nouvelle façon de lire l'histoire politique du Québec.

Dominic Dumont
Agent de recherche
Service de recherche
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

LES DOCUMENTS D'ORIENTATION DES PARTIS SOUVERAINISTES

Parti Québécois, *Le Québec dans un monde nouveau*, Montréal, vlb éditeur, 1993, 94 p.

Bloc Québécois, *Un nouveau parti pour l'étape décisive*, Montréal, Fidès, 1993, 124 p.

Il faut lire ces deux publications comme des documents d'orientation. Ces opuscules ne constituent pas les "plate-formes" ou les programmes électoraux de ces deux partis. En effet, le congrès d'orientation du P.Q., où on a débattu de la place des anglophones dans un Québec souverain, a eu lieu après la parution de *Québec dans un monde nouveau*. Par ailleurs, le Bloc a présenté ses "propositions" les plus concrètes au cours de la campagne électorale de cet automne, quatre mois après le dévoilement du *Nouveau parti pour l'étape décisive*.

Lors de la parution de ce dernier document, la presse s'est d'abord lancée sur les apparentes contradictions entre les projets d'association économique respectifs des deux partis souverainistes, faisant valoir que le Bloc était en faveur d'une "superstructure" politique. Cette question ne pourra pas être réglée par les Québécois: l'association économique sera le résultat d'une négociation avec Canada. Ces projets sont donc hypothétiques, et n'ont pas de valeur de prédiction. A ce compte, ils valent tous les deux. Il aurait mieux valu que les journalistes se penchent sur les arguments que le Bloc et le P.Q. ont avancé pour justifier leur élection, et sur le rôle qu'ils entendent jouer dans la stratégie souverainiste.

Outre le fait qu'il sont actifs à des niveaux politiques différents, la principale distinction entre les deux organisations est leur objectif électoral. Le Bloc, au contraire du Parti québécois, ne cherche pas à devenir un gouvernement, ni à former de coalition. Tout au plus appuiera-t-il, selon son chef Lucien Bouchard, les initiatives d'un gouvernement fédéral minoritaire, à condition qu'elles correspondent aux intérêts du Québec. Il ne saurait donc être question pour lui, de publier des engagements électoraux.

Dans son document d'orientation, le Bloc québécois dresse un bilan positif des initiatives des gouvernements du Québec depuis la Révolution tranquille. Puis, il brosse en deux points un tableau négatif de l'adhésion du Québec à la fédération canadienne: l'inefficacité du régime, et l'impossibilité de le réformer. A partir de ces prémisses, il explique que la souveraineté est nécessaire et faisable. Il s'agit d'une mise à jour des arguments du Parti québécois depuis 25 ans.

Ensuite, c'est le court chapitre sur l'association entre le Québec et le Canada. Enfin, la dernière partie décrit le rôle du Bloc québécois à Ottawa. Avant le référendum sur la souveraineté, il veut être le gardien des intérêts du Québec. C'est sur cet aspect que le Bloc a surtout insisté durant la campagne électorale de 1993. En plus, il entend "éduquer" le Canada anglais sur les autres étapes du cheminement du Québec.

Après un référendum qu'il prévoit favorable à la souveraineté, le rôle du Bloc est moins clair. Le document prévoit que le Canada voudra négocier. Mais il négociera avec le gouvernement du

Québec. Par conséquent, à part de rappeler aux Canadiens les résultats du référendum et de leur répéter la position du Québec, en plein dans l'enceinte de la Chambre des communes, le Bloc sera surtout un spectateur. Il ne pourra quand même pas décider pour les Canadiens de leur adhésion à un traité d'association avec le Québec! Toutefois, il pourra continuer à veiller aux intérêts du Québec pendant cette période de transition qui, selon plusieurs, ne devrait pas durer de plus d'un an.

Le document d'orientation du Parti québécois ressemble davantage à celui d'un parti politique classique. Avec cette nuance importante qu'il postule que son programme n'est réalisable qu'à la condition que le Québec possède la plénitude des pouvoirs d'un état souverain des années 1990. Il s'interroge d'abord sur le rôle de l'État dans le monde d'aujourd'hui, et sur les conditions du développement d'une société comme le Québec. Ensuite, il enchaîne avec le "projet de société" du P.Q., qui s'articule autour des thèmes de l'emploi, des ressources humaines, des entreprises, des régions, sur la solidarité et l'action communautaire et sur une culture dynamique, avec un bon mot pour le développement durable, la nature pluraliste de la société québécoise et l'égalité de chances. Chaque thème est traité de façon très concise, presque en parallèle les uns avec les autres. Cela tranche avec le style de dissertation employé par le Bloc québécois.

En troisième lieu, le P.Q. expose son projet souverainiste, et les modalités de l'accession du Québec au statut d'état souverain. Il y traite brièvement des points chauds, comme le territoire et les droits des autochtones, la citoyenneté, la transition juridique, le partage de biens et des dettes avec le Canada, la négociation de l'association économique, et moins chauds, comme la Constitution québécoise et les relations internationales.

Bien qu'ils se complètent mutuellement dans la stratégie souverainiste, chacun de ces deux partis recèle une contradiction interne. Celle du Bloc, c'est d'être un parti souverainiste à Ottawa. Il cherche à améliorer le sort des Québécois au sein de la fédération, tout en souhaitant le rejet de celle-ci. Quant au Parti québécois, il se demande toujours s'il doit insister sur son aspect de mouvement souverain-

niste, ou sur son côté « bon gouvernement ». En appuyant à la fois l'un et l'autre, les souverainistes souhaitent que leur action débouche sur un référendum qui réglera une fois pour toutes la confusion qui entoure les relations politiques entre le Québec et ses voisins sur ce continent.

Michel Sarra-Bournet
Étudiant au doctorat en histoire
Université d'Ottawa

DEUX LIVRES SUR L'HISTOIRE POLITIQUE

Sous la direction de Denis Peschanski, Michael Pollack et Henry Rouso. *Histoire politique et sciences sociales*, Collection « Questions au XX^e siècle », Bruxelles, Éditions Complexe, 1991, 285 p.

Cet ouvrage publié originairement dans la collection « Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent » (no.18, juin 1991, CNRS) reprend quelques-unes des contributions d'un séminaire organisé par cet institut. Les historiens du temps présent se sont confrontés à des spécialistes d'autres disciplines ou d'autres périodes historiques. Selon les auteurs le temps présent constitue un champ singulier de la pratique qui « peut parfaitement reposer sur des bases scientifiques ».

L'ouvrage reprend les communications portant sur « l'histoire politique: institutions, cultures, représentations ». Les auteurs précisent que « l'objectif était moins d'apporter une plus-value en termes de connaissances que de mettre l'accent sur ce qui rapproche ou différencie, de manière concrète, les historiens des politistes, des sociologues, des économistes ou des philosophes » (p. 27). Selon les auteurs, trois phénomènes ont marqué l'évolution récente de l'historiographie française: le retour de l'événement, le renouveau des recherches sur le XX^e siècle et le retour d'une histoire politique.

Les auteurs abordent ce renouveau qui s'accompagne toujours selon le professeur Paolo Pombeni, de l'Université de Bologne qui lançait récemment une nouvelle revue d'histoire politique, *Ricerche di storia politica*, d'un renouvellement des objets et des méthodes. En France, ce